

Bujumbura demande à la France d'être "ambassadeur du Burundi" auprès de l'OIF

@rib News, 20/03/2018 Source Xinhua Burundi : le gouvernement "tend encore la main" à l'OIF dans les limites tracées par la Charte de la Francophonie (ministre) Le gouvernement burundais "tend encore la main" à l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF) dans les limites tracées par la Charte de la Francophonie, a déclaré mardi à Bujumbura Alain-Aimé Nyamitwe, ministre burundais des Relations Extérieures et de la Coopération Internationale.

Le 7 avril 2016 à Paris (France) lors de sa 97^{me} session, le Conseil Permanent de la Francophonie (CPF), instance suprême qui rassemble les représentants personnels des chefs d'Etat et de gouvernement des pays membres de l'OIF, a annoncé sa décision portant "suspension temporaire" de sa coopération multilatérale francophone avec le Burundi. Cette décision induit la suspension de toute coopération avec le gouvernement burundais, à l'exception des programmes qui "bénéficient directement aux populations civiles". M. Nyamitwe présidait une cérémonie d'ouverture de la Journée internationale de la Francophonie et de la semaine de la Francophonie au Burundi. Vis-à-vis de cette décision prise par l'OIF de "mettre le Burundi sous observation", il a souligné avoir été, à plusieurs reprises au cours des diverses réunions ministérielles ad hoc tenues depuis lors, d'insister aussi sur la "nécessaire évolution" de l'observation. Pour M. Nyamitwe, ce processus d'observation ne doit pas "statique", mais plutôt dynamique. "En effet, beaucoup d'eau a coulé sous les ponts du pays entre le jour de la décision et aujourd'hui...Le Burundi n'est pas au même endroit et dans les mêmes travers. Le pays a évolué et ce dans une direction positive. Il m'a semblé important de le mentionner ici au cours de cette circonstance", a indiqué le ministre burundais. Il a rappelé qu'il avait eu une opportunité de faire remarquer l'évolution positive de la situation burundaise à Pascal Couchepin, envoyé spécial de la secrétaire générale de la Francophonie pour la Région africaine des Grands Lacs, qui a conduit du 12 au 16 décembre 2017, une mission "d'information et de contact" à Bujumbura. M. Nyamitwe a aussi saisi cette occasion pour demander à l'ambassadeur de France au Burundi, Laurent Delahousse, de jouer aussi le rôle "d'ambassadeur du Burundi" auprès des autorités de la Francophonie comme témoin privilégié de cette évolution positive au Burundi en termes de recouvrement de la paix et de la stabilité. Par ailleurs, le ministre a indiqué qu'au-delà d'une semaine de la Francophonie "riche en couleurs" dans la province urbaine de Bujumbura-Mairie, aussi bien que dans les 17 autres provinces burundaises essentiellement à vocation rurale, le gouvernement burundais souhaite surtout une Francophonie "plus agissante" notamment à travers la libération des "outils et techniques" de pointe en faveur de la jeunesse de l'espace francophone. En cette période du troisième millénaire où tous les habitants de la planète sont braqués sur l'atteinte des Objectifs pour le Développement Durable (ODD) à l'horizon 2030, la langue française ne peut plus se contenter de rester au niveau d'être une "expression de poèmes", mais doit être plutôt une "langue des opportunités" et de transmission du "savoir scientifique" afin d'apporter sa pierre à l'édifice dans le développement intégral (politique, socio-économique et culturel) des habitants du monde contemporain, a-t-il noté. "C'est donc une Francophonie de développement que j'appelle de tous mes vœux", a-t-il renchéri avant de souligner qu'à ce jour, le français est la 5^{me} langue la plus parlée au monde, la 3^{me} langue des affaires, une des langues officielles de l'Organisation des Nations Unies et de l'Union Africaine (UA). Pour le Burundi, "la Francophonie n'est pas juste un patrimoine hérité par l'histoire ou seulement cet outil qu'on a trouvé dans les débris de la colonisation (comme disait l'ancien président sénégalais Léopold Sédar Senghor) et encore moins un lien linguistique". Car, a-t-il insisté, en adhérant à l'OIF, le Burundi a voulu simplement un "espace culturel d'échanges, d'ouverture, de commerce, et de solidarité internationale" afin d'aider la jeunesse burundaise à être compétitive sur le marché de l'emploi au plan régional et international. Auparavant, l'ambassadeur de France au Burundi, Laurent Delahousse, était intervenu à la cérémonie pour signaler que dans le cadre de la coopération franco-burundaise, l'Institut Français du Burundais (IFB) a commencé le 16 février dernier à l'intention de 17 conseillers du ministre burundais des Relations Extérieures et de la Coopération Internationale (MRECI), une formation dans le "français de la diplomatie" sur une durée d'une année pour 150 heures d'enseignement.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});